

# « La pérennité du SOUTIEN PUBLIC aux stations n'est pas garantie »

SUD OUEST  
Le Mag  
N° 38  
22/12/2012



THIERRY DAVID

**P**rofesseur d'aménagement et d'urbanisme à l'université de Pau et des pays de l'Adour, Vincent Vlès travaille depuis une trentaine d'années sur la question du développement et de la requalification des stations et territoires touristiques. Il analyse pour « Le Mag » la viabilité des stations de ski.

**« Le Mag » : Connaît-on vraiment l'impact économique et financier des stations de sports d'hiver dans les Pyrénées, au-delà du chiffre d'affaires des remontées mécaniques ?**

**Vincent Vlès :** Les stations de ski ont permis de freiner l'exode rural depuis un demi-siècle. Les vallées sans pôle touristique fort ont vu leur population décroître (Haute-Soule, Aspe) au contraire des zones touristiques dynamiques et dotées de stations (Cerdagne, Aure...). Le chiffre d'affaires des sociétés de remontées mécaniques est démultiplié en retombées économiques : 1 euro dépensé dans les remontées mécaniques produit environ 6 à 7 euros de retombées à l'échelle du territoire dans les services d'hébergement, de restauration, de commerces, de transports, etc. L'effet multiplicateur de l'activité ski concerne toutes les communes

voisines des stations (les vallées), en raison des nuitées hors station et des activités dérivées (randonnée, patrimoine, sports de nature hors stations). Les stations de ski dans les Pyrénées-Atlantiques et les Hautes-Pyrénées représentent plus de 4500 emplois, soit la moitié de l'emploi touristique total. On compte au total 25 000 emplois salariés touristiques dans les Pyrénées françaises.

**Comment les Pyrénées peuvent-elles accroître leur attractivité touristique ?**

Par un tourisme quatre saisons. La performance économique des exploitants de remontées ne suffit pas à couvrir seule le renouvellement des équipements ; en outre, le coût moyen de la journée-skieur croît plus vite que son prix réellement payé. Les capacités de réinvestissement sont modestes dans les Pyrénées. Des

fermetures définitives d'installations en bout de course et non remplacées interviendront dans les prochaines années. Le modèle de développement hivernal pyrénéen reste tributaire de soutiens publics dont la pérennité n'est pas garantie, dans un contexte de marché européen mature et d'une offre très fournie en matière d'immobilier et d'équipements. De plus, ce parc se dégrade, des friches et une bulle immobilière apparaissent. Mais les Pyrénées ont un potentiel naturel remarquable, favorable à l'écotourisme et requérant de l'écomobilité encore peu travaillée.

**Pour moderniser les stations voire les relier entre elles, les directeurs de station parlent d'un harcèlement textuel et environnemental. Qu'en dites-vous ?**

Les contraintes et les enjeux ont changé en 40 ans. Si « harcèlement » il y a, il vient des contraintes économiques et des modifications des priorités de la société. On attend des stations de ski une analyse stratégique à moyen et long terme pour entamer leur transition énergétique plutôt que d'aller dans le mur en restant dans le schéma économique des Trente Glorieuses, une impasse.

**Le montant des investissements consentis par les conseils généraux ou les intercommunalités est-il au fond raisonnable compte tenu des évolutions climatiques ?**

La qualité d'une destination hivernale s'évalue de plus en plus à partir de propositions d'après-ski nécessitant elles aussi des moyens financiers importants ; les centres thermoludiques en sont la parfaite illustration. Constituant des avantages concurrentiels indéniables par rapport à d'autres massifs, ils sont tributaires d'investissements se chiffrant en millions d'euros. Ces investissements doivent aller vers un tourisme durable qui tienne compte des enjeux prioritaires du maintien de l'économie agropastorale, de la maîtrise du foncier, des nécessités de favoriser l'attractivité résidentielle et l'installation de nouveaux actifs et qui permette de renforcer les solidarités intercommunales.